

Un prix Territoria... et

Les meilleures innovations sont celles qui durent et font l'objet d'un réel suivi. C'est pourquoi Acteurs publics a demandé à quatre lauréats de l'an passé de revenir sur leur expérience. Comment ont-ils suivi la mise en œuvre de leur projet? Ont-ils développé de nouveaux axes? Ont-ils été contactés par d'autres collectivités souhaitant s'inspirer de leur concept? À toutes ces questions, chaque lauréat apporte un son de cloche différent. Partout, on rappelle qu'innover sur le terrain exige détermination et acharnement. Retour sur une année de modernisation dans quatre collectivités.

L'Alsace au bon air

Si les chartes restent parfois des déclarations de bonnes intentions, ce n'est pas le cas de celle de la région Alsace sur la qualité de l'air. En 2004, 25 collectivités, associations et structures de l'État s'étaient engagées sur neuf mesures pour la protection de l'environnement. En 2005, le conseil régional opère un premier bilan. Organisme par organisme, un compte très précis de l'avancement des différentes actions vient d'être établi. Résultat, toutes n'ont pas encore abouti, même si la plupart sont en cours. En tête des réussites se trouvent la sensibilisation du personnel, l'apposition d'étiquette sur les écrans d'ordinateur ou encore l'utilisation d'ampoules basse consommation (72% de l'équipement des structures). À l'inverse, les engagements nécessitant des moyens

plus importants ont été mis en œuvre de manière plus inégale. Seules onze structures ont ainsi lancé de réels plans de mobilité et trois ont déjà effectué leur diagnostic énergétique. "Ces chiffres s'expliquent aussi par la faible taille de certaines structures, analyse Virginie Wolf, chargée d'étude à la région Alsace, où il n'est pas toujours utile d'établir un plan de mobilité en tant que tel." D'ores et déjà, l'exemple fait des émules. Un groupement de communes transfrontalières situé au nord de l'Alsace a créé une charte similaire. Et les deux parcs régionaux alsaciens ont affiché leur volonté de rejoindre la liste des organismes



partenaires du conseil régional. "Mais nous ne souhaitons pas fédérer toutes les structures du territoire, poursuit Virginie Wolf, d'ailleurs si le nombre de partenaires était trop élevé, nous n'aurions rapidement plus les moyens de suivre correctement les engagements de chacun." Sous la houlette de la collectivité, un "club air" devrait néanmoins regrouper en 2006 les entreprises, associations et autres organismes souhaitant s'engager concrètement pour la qualité de l'air et un label sera créé pour distinguer les bons élèves. Personne en Alsace ne se plaindra que la qualité de l'air devienne une préoccupation pour un nombre croissant de structures. L.F.

Troyes : le coup de pouce à la performance

La rémunération au mérite pour les fonctionnaires. Beaucoup de collectivités en parlent, mais bien peu parviennent à la mettre en œuvre. À Troyes, c'est désormais chose faite avec le système de prime d'intéressement instauré depuis 2004. Grâce à des économies sur les frais de gestion, une enveloppe de 120 000 euros a en effet été débloquée pour offrir un petit coup de pouce aux agents considérés comme les plus performants par les chefs de service. Pour le premier exercice, 60% du personnel a reçu une prime de 120 euros, tout juste, et environ 36% ont eu un peu plus ou un peu moins. "C'était la première année d'application de notre dispositif, décrypte Jean-Luc Rousseau,

directeur général adjoint de la mairie, donc les cadres sont restés prudents et ne disposaient peut-être pas du recul nécessaire." L'an prochain, en revanche, la répartition de l'enveloppe devrait être plus ciblée. La municipalité a donné pour consigne aux 90 responsables de service de viser une moyenne un peu inférieure à 120 euros, de manière à disposer de plus d'argent pour les fonctionnaires les plus méritants.



Une astuce que les responsables de la ville peuvent déjà communiquer aux nombreuses collectivités qui les contactent pour reprendre leur

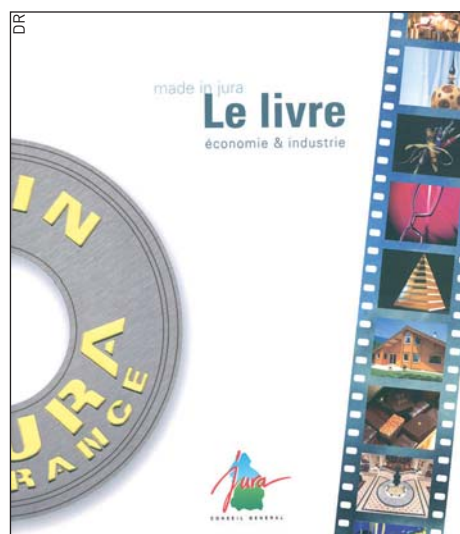
dispositif ou dans les colloques où ils sont conviés pour partager leur expérience. Fin août, ils ont même participé à l'université d'été de l'Éducation nationale. Le prix Territoria a en effet largement contribué à faire connaître le dispositif de Troyes et a donné à la collectivité une image de dynamisme. En interne, la récompense a renforcé la légitimité du nouveau système, même si un tiers du personnel y demeure opposé et un tiers affiche un avis mitigé. "Mais la mise en place de l'entretien annuel d'évaluation, qui va de pair avec l'instauration de la prime au mérite, est très bien perçue par l'ensemble du personnel, assure Jean-Luc Rousseau. Les agents apprécient la tonalité de cet échange avec leur chef de service qui leur permet de faire un point très concret sur leur travail." L.F.

après ?

Made in Jura

"Pour réussir une opération comme la nôtre, il n'y a pas de recette miracle. Il faut une équipe très motivée et une volonté politique forte." Telle est la réponse que fait systématiquement Joël Simon, responsable de la promotion au conseil général du Jura, aux collectivités qui souhaitent imiter l'initiative de son département. À bien regarder l'opération "Made in Jura", une autre réponse aurait été étonnante. Derrière cette appellation se cachent un logo, un salon, un livre, un grand prix, un site internet et un réseau de conseil aux créateurs d'entreprise. Pas moins. Les téléspectateurs assidus du Tour de France ont même pu apercevoir cette année des banderoles marquées du logo. Chaque année, le conseil général choisit cependant d'axer ses actions sur un secteur particulier. En 2005, les produits ayant une appellation d'AOC étaient à l'honneur. Ils ont ainsi fait l'objet de plusieurs campagnes de publicité à la

radio, dans la presse locale et par voie d'affichage. Et, en fin d'année, un livre sera publié rassemblant tous les acteurs de l'agroalimentaire du Jura. Public visé : les restaurateurs, les industriels et les distributeurs qui pourraient être intéressés par ces produits du terroir. Mais si les secteurs mis en valeur changent d'une année sur l'autre, la stratégie, elle, reste la même. Toutes les entreprises peuvent ainsi utiliser le logo ou être référencées gratuitement dans l'annuaire du site internet. L'ambition constante est de faire apparaître le Jura sous un jour éloigné des clichés.



"Nous luttons contre une fausse image de notre territoire qui apparaît souvent comme très rural et peu industrialisé, explique Joël Simon. Or, s'il est vrai que nous disposons d'une très bonne qualité de vie, notre économie n'en est pas moins dynamique et la proximité avec la Suisse ouvre des perspectives

aux entreprises." L'an prochain, le conseil général organisera un salon professionnel rassemblant de 200 à 300 entreprises locales et une réflexion est en cours pour un salon plus sectoriel. Peut-être sur les AOC ou sur les jouets en bois. Les idées ne manquent pas. **L.F.**

Ermont remet les jeunes délinquants sur le droit chemin

Dégradation de bâtiments publics, outrage à agent, insultes de professeurs... C'est pour empêcher que ce genre de petits délits restent sans suite que la ville d'Ermont (Val-d'Oise) a repris en 2002 la proposition du ministère de la Justice de créer des "ateliers de citoyenneté". Objectif : montrer aux délinquants le fonctionnement des institutions de la République et leur faire prendre conscience de la gravité de leurs actes. "Il faut éviter que le jeune ait une impression d'impunité en cas de classement de l'affaire", ajoute Malika Smaïli, directrice générale adjointe de la mairie. L'atelier se déroule dans l'un des collèges de la ville pendant une journée au cours de laquelle des groupes de jeunes rencontrent successivement un délégué du procureur, des policiers, des pompiers et d'autres acteurs de la sphère publique. Deux sessions ont lieu chaque année, l'une en été et l'autre en hiver. En 2004, elles avaient regroupé 71 jeunes,

celle de juin dernier en a accueilli vingt. "On continue parce que ça marche !, insiste Malika Smaïli, et, même si c'est un peu tôt pour tirer des conclusions, les jeunes passés en stage ne récidivent pas." D'autres communes, dont Argenteuil et Pontoise, ont d'ailleurs pris contact avec la ville et devraient instaurer l'année prochaine des dispositifs semblables. À Ermont, on assure que le secret de la réussite tient dans une bonne coordination entre des partenaires très divers, allant de la gendarmerie à une association rattachée à la RATP, en passant par le délégué du médiateur de la République. Parallèlement, la ville et ses six communes partenaires vont de plus en plus développer les peines alternatives comme les travaux d'intérêt général. En 2006, un fonctionnaire de chaque ville devrait ainsi recevoir une demi-journée de formation sur ce type de peines. Autre initiative : le conseil municipal des enfants et des jeunes d'Ermont s'est doté d'une



commission sur la citoyenneté, dont les membres pourraient aussi intervenir dans les ateliers. Autant d'efforts pour montrer aux petits délinquants que les pouvoirs publics les ont à l'œil. **L.F.**

Territoria : le cru 2005

Ressources humaines, développement local, citoyenneté, santé... Cette année encore, les résultats du prix Territoria prouvent la vigueur des collectivités locales dans tous leurs domaines d'intervention. Tour d'horizon des lauréats 2005.

Quinze. C'est le nombre de lauréats du prix Territoria 2005. Présidé par le ministre délégué aux Collectivités territoriales, Brice Hortefeux, les membres du jury ont porté leur choix sur ces collectivités parmi les 120 dossiers reçus cette année. Comme chaque fois, tous les types de collectivités étaient appelés à concourir (mairie, conseil général, communauté de communes, etc.) et aucun critère de taille n'était de mise. Une diversité qui se retrouve d'ailleurs parmi les vainqueurs. Ceux-ci vont de la ville de Paris au centre intercommunal d'action sociale (CIAS) du Val Fleury, en passant par le conseil général de la Martinique. Les initiatives primées appartiennent aussi à un large spectre. Elles touchent à la fois

la promotion d'actions civiques, la protection de l'environnement, le développement économique ou la gestion des ressources humaines. Chaque fois, les dossiers des collectivités ont été examinés à l'aune des trois critères du prix Territoria : le caractère innovant de l'action, sa capacité à être transposée et la bonne utilisation des deniers publics. Pour être primées, les collectivités devaient donc relever ce triple défi.

Cap sur la gouvernance

"Le cru 2005 est toutefois relativement atypique, remarque Marie-Christine Jung, la déléguée générale de Territoria, Les dossiers concernant l'environnement sont ainsi relativement peu nombreux par rapport aux autres années. En revanche, il y a de plus en plus d'actions visant à

instaurer une meilleure gouvernance dans les collectivités. Ces initiatives mettent en valeur par exemple les partenariats entre différents acteurs institutionnels ou les procédures visant à mieux prendre en compte l'avis des citoyens." Autre tendance de l'année : l'édition de livrets tendant à tirer un premier bilan des réalisations de l'équipe en place et ouvrir des perspectives sur les projets. Nombre d'élus arrivant à mi-mandat souhaitent sans doute ainsi vanter leur travail auprès de la population en vue des prochaines élections. Mais ces publications n'ont pas qu'un objectif publicitaire. *"Certaines vont bien au-delà du simple récapitulatif de mesures et débouchent sur de véritables démarches de qualité, poursuit Marie-Christine Jung. C'est le cas d'un conseil général qui n'a pas été primé, mais qui*

LES LAURÉATS 2005

Aménagement de l'espace public

Un CD-Rom unique pour les règles d'aménagement



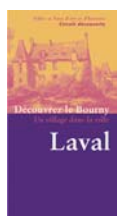
Collectivité : Ville de Rennes
Objectif : Mettre à disposition la totalité

des prescriptions de l'espace public dans un même CD-Rom. Celui-ci permet ensuite une qualité homogène pour l'ensemble des quartiers, un gain de temps et une meilleure compréhension pour les acteurs, une harmonie des matériaux et végétaux pour forger l'identité de la ville.
Budget : La rédaction, la conception graphique, la mise en page et l'ergonomie ont été réalisées en interne. La production en 300 exemplaires

et la rédaction d'un livret ont coûté 3 700 euros.

Culture

L'histoire d'un quartier écrite par ses habitants



Collectivité : Ville de Laval
Objectif : En enquêtant sur le passé de leur quartier, les habitants de la ZAC de Bournay à Laval

ont retissé le lien social. En favorisant l'implication des citoyens, cette opération permet aussi à ceux-ci de devenir de véritables acteurs de la valorisation et de la protection de leur quartier.
Budget : Plusieurs services municipaux ont été mobilisés pour ce travail (patrimoine, animation territoriale, archives municipales, imprimerie municipale, communication).

La réalisation du livret de douze pages a représenté un budget de 9 374 euros.

Environnement

Des moyens de transports propres pour les agents



Collectivité : Ville de Charleville-Mézières
Objectif : Réduire les modes de déplacements polluants des agents municipaux en favorisant l'utilisation de véhicules GPL et GNV, de vélos à assistance électrique et le covoiturage. La ville veut aussi sensibiliser la population en montrant l'exemple.

Budget : Le service du garage municipal a été sollicité pour

ce projet. La ville économise 10 000 euros en réduisant le parc de véhicules vétustes et dégage 20 000 euros d'économies de carburant. Les cinq vélos à assistance électrique ont coûté 2 400 euros.

Développement local

Un nouveau centre de tri intermédiaire pour réduire la pollution



Collectivité : Ville de Paris
Objectif : La mairie a mis à disposition un ancien parking pour l'installation d'un centre de tri intermédiaire Chronopost au cœur de la capitale. Elle veut ainsi réduire le trafic des coursiers

de la périphérie vers le centre-ville et diminuer la pollution et le bruit.

Budget : La municipalité a mis à disposition un ingénieur et une équipe de quatre personnes pour piloter le projet. Les études préliminaires et le manque à gagner sur la location à prix normal de l'espace ont aussi compté dans le budget de l'action. Au total, la collectivité a déboursé 165 000 euros.

Action internationale

L'Europe, objet de curiosité



Collectivité : Ville d'Ermont
Objectif : Chaque année, la ville choisit un thème sur lequel sont appelés à se fédérer les services municipaux et les acteurs locaux. En 2005, l'Europe était

a présenté une véritable méthode d'évaluation de sa politique culturelle." Plus généralement, l'Observatoire Territoria constate que les collectivités privilégient de plus en plus trois approches dans leurs innovations. La première consiste en une meilleure personnalisation des politiques menées. Les besoins des personnes sont mieux étudiés et les autorités locales cherchent à éviter aux citoyens des démarches ou déplacements inutiles en regroupant les lieux de renseignement ou en simplifiant les procédures. Le second axe est l'importance grandissante accordée à la concertation dans la plupart des projets, notamment d'aménagement. "De la simple réunion d'information, on en vient maintenant à la mise en place de processus complexes d'aide à la décision qui s'appuient souvent sur les nouvelles technologies pour présenter, confronter et faire choisir parmi plusieurs scénarios", note l'Observatoire. Troisième constante, enfin, les habitants sont plus souvent consultés sur les actions prioritaires que doit conduire la collectivité et selon des méthodes plus professionnelles que par le passé.

Des actions dans le temps

Primée dans la catégorie "Concertation", l'initiative de Nancy illustre parfaitement cette tendance. Depuis 2003,

la collectivité a établi une procédure en cinq étapes pour prendre le pouls de la population sur la construction des aires de jeux. Parents et enfants sont consultés sur les différentes hypothèses envisagées par la ville, puis associées à la décision et enfin des enquêtes de satisfactions mesurent leur satisfaction. Les enfants qui le souhaitent peuvent même participer au montage des espaces.

Du temps, il en a fallu aussi à la ville de Rennes pour élaborer son CD-Rom regroupant toutes les règles techniques des projets d'aménagement de l'espace public. Le document a exigé deux ans d'effort de la part des services de la ville et contient plus de mille pages. "Ce travail nous amène au ras du trottoir, plaisante Hubert Chardonnet, maire-adjoint de la ville, mais il doit

« De la simple réunion d'information, on en vient maintenant à la mise en place de processus complexes d'aide à la décision pour présenter, confronter et faire choisir parmi plusieurs scénarios. »

Objectif : écouter les besoins de la population et lutter contre les actes de vandalisme pour allonger la durée de vie des aires. "C'est très ingénieux, estime Franck Laugier, membre du jury et président de Collcab, une association de collaborateurs de cabinet de collectivités territoriales, et cela a même permis de diviser par deux le budget de fonctionnement des jeux." Celui-ci est en effet passé de 30 000 à 15 000 euros entre 2003 et 2005. Innover tout en économisant, le rêve de toute collectivité... La concertation exige en fait surtout du temps pour coordonner les services de la mairie avec parents et enfants.

permettre à terme d'offrir une meilleure qualité de vie aux habitants." Le CD-Rom s'adresse aussi bien aux maîtres d'ouvrage qu'aux maîtres d'œuvre et offre deux entrées de lecture possible, l'une générale, l'autre plus détaillée. Il présente les choix faits par la ville en matière d'aménagement : matériels durables et économes et énergie, progression des espaces verts en périphérie, etc. "Notre but est que les règles pour chaque projet apparaissent clairement, annonce Jean-Louis Berthet, le directeur général des services techniques, et qu'elles soient lisibles par les simples citoyens et les associations." Au final, le CD-Rom est un produit multi-

LES LAURÉATS 2005 (SUITE)

à l'honneur et les Ermontois ont été conviés à participer à tout type de manifestations. **Budget :** La directrice générale adjointe des services a coordonné le projet qui a demandé la participation de tous les services municipaux et de toutes les associations qui le souhaitent. Le coût global de l'opération en 2005 a été de 38 000 euros.

Civisme/citoyenneté

Un mois pour la tolérance
Collectivité : région Alsace
Objectif : Le "mois de l'autre" vise à sensibiliser les jeunes à la tolérance, au respect et à la lutte contre tout forme de discrimination. Les lycéens et les apprentis de la région sont appelés à organiser toute forme de manifestation autour



de ces thèmes. En clair, à faire découvrir "l'autre". **Budget :** Les aides octroyées aux 51 établissements ayant participé à l'opération ont représenté 67 000 euros et l'organisation des rencontres régionales a coûté 64 000 euros.

Ressources humaines

Un livre d'expression pour les femmes du conseil général



Collectivité : conseil général de la Martinique
Objectif : Donner la parole aux agents féminins du conseil général en éditant un livre rassemblant leurs témoignages sur leurs métiers. À travers leurs voix, la collectivité souhaite faire mieux connaître ses missions

et faire évoluer les mentalités sur le rôle des femmes dans le monde du travail.

Budget : Le projet a été piloté par le responsable de la communication interne aidé par un stagiaire, un journaliste professionnel et un maquettiste. Le budget alloué s'élève à 54 230 euros, dont 49 051 euros pour le tirage du livre à 2 800 exemplaires.

Concertation

Les enfants, concepteurs des aires de jeux



Collectivité : Ville de Nancy
Objectif : Favoriser la participation des habitants, adultes et enfants, à la conception des aires de jeux. Ces espaces font désormais l'objet d'une concertation avec la population en cinq étapes,

allant de l'élaboration du cahier des charges aux enquêtes de satisfaction.

Budget : Le budget de fonctionnement des aires de jeux a été divisé par deux grâce à une diminution des actes de vandalisme et à un allongement de la durée de vie des équipements.

Services de proximité
Construire du lien social dans un territoire rural

Favoriser l'intergénérationnel "Main dans la main"



Collectivité : Centre intercommunal d'action sociale (CIAS) du Val Fleuri
Objectif : Apporter des réponses à l'isolement,

à la dépendance et à toutes les formes d'exclusion en associant le foyer pour personnes âgées du CIAS avec une association d'aide à domicile. Parmi les actions : activités (scrabble, peinture, cuisine) ouvertes à toutes les générations, repas chauds portés à domicile, actions de prévention, etc.

Budget : L'acquisition d'un "taxi du lien social" et la construction de studios pour faciliter l'accueil temporaire des personnes âgées représentent les mesures les plus coûteuses de l'opération. Les dépenses s'élèvent à 257 516 euros, dont 70 000 euros pris en charge par la collectivité.

Communication
Les comptes de la ville sur internet
Collectivité : Ville d'Issy-les-Moulineaux >>>

TERRITORIA

fonctions : outil de formation interne, document contractuel de référence, etc. Il sera bientôt mis en ligne sur le site de la municipalité.

Des procédures internes innovantes

Autre lauréat présentant une innovation de procédure : la ville de Paris. Afin de réduire le trafic à l'intérieur de la capitale, la municipalité a noué un partenariat avec Chronopost pour créer un centre de tri intermédiaire dans un ancien parc de stationnement situé sous la place de la Concorde. Depuis quelques années, les espaces logistiques ont en effet eu tendance à se délocaliser en banlieue, augmentant mécaniquement la circulation dans le centre-ville. "Le partenariat ne concerne pour l'instant que Chronopost, note Michael Kervran, responsable des collectivités locales à la Caisse d'épargne qui a décerné le prix développement local à cette initiative, mais d'autres entreprises pourraient par la suite trouver des accords avec la municipalité." La banque a en outre salué la faculté de la ville à concilier création d'activité et protection de l'environnement. Dans ce projet, la mairie de Paris a mis à disposition le parc de stationnement à un coût réduit

L'AVIS DE BRICE HORTEFEUX



Ministre délégué aux Collectivités territoriales, président du jury Territoria. Le jury Territoria, que j'ai eu l'honneur de présider cette année, a eu du mal à choisir ses lauréats tant les 120 dossiers reçus témoignaient tous de la grande créativité des collectivités dans le cadre de leurs nombreuses

missions. S'agissant aussi bien des innovations en terme de civisme, de santé, de sécurité ou encore d'action internationale, j'ai pu constater à quel point les services s'adaptent davantage à leur public, les projets d'envergure sont menés dans la concertation et avec

quelle force la démocratie locale démontre sa vitalité. Ces constats me rassurent mais ne m'étonnent guère : lorsqu'elles sont dirigées avec courage et détermination, les collectivités savent faire preuve d'audace et d'imagination au service de nos concitoyens.

et a financé les études préalables. "Nous prévoyons également de réaliser une évaluation du dispositif après deux ans", souligne Daniel Laguet, le directeur de la voirie et des déplacements. La ville table sur une réduction du nombre de kilomètres parcourus par les coursiers de 22 500 kilomètres par an. Diminuer la pollution des pots d'échappement est aussi le but de l'action de Charleville-Mézières. La municipalité a mis en place cette année un plan de déplacement pour l'ensemble de ses agents avec des objectifs multiples. Il s'agit à la fois de réduire

les déplacements polluants des agents, d'utiliser des modes de transport alternatif et de sensibiliser la population à la protection de l'environnement. "Il y a beaucoup d'entreprises ou de collectivités qui réalisent des plans de transport, remarque Dominique Roblin, délégué national aux collectivités locales chez Gaz de France et membre du jury, mais celui de Charleville-Mézières prend réellement en compte l'ensemble des questions relatives au transport du personnel." Cerise sur le gâteau, la commune a gagné de l'argent. Elle a économisé 10 000 euros en réduisant son parc de véhicules vétustes

LES LAURÉATS 2005 (SUITE)



►► **Objectif** : La mairie a mis en ligne son rapport financier 2004. Ce document doit donner aux habitants toutes les clés de l'utilisation des deniers publics par la collectivité. Une animation pédagogique est aussi proposée sur le site de la ville pour familiariser les jeunes aux problématiques des finances locales. **Budget** : La publication en ligne de ces informations a été réalisée en collaboration avec un cabinet de conseil et une agence de communication. Le coût total s'élève à 14 950 euros.

Développement durable

L'insertion professionnelle dans la dentelle **Collectivité** : Communauté urbaine d'Alençon **Objectif** : Dans le cadre du programme communautaire Equal, la collectivité a confié

des projets d'aménagement de carrefour à des personnes en réinsertion. Avec une originalité : les six ronds-points ont fait l'objet d'aménagement reprenant les motifs des dentelles traditionnelles de la région. Histoire de concilier réinsertion et tradition. **Budget** : L'opération demande le concours de trois agents de la collectivité et de six responsables externes. Le budget total est de 433 700 euros.

Management

Contrôler l'externalisation des activités de loisir **Collectivité** : Ville de Saint-Paul (La Réunion) **Objectif** : Externaliser l'organisation des activités sportives et de loisirs à destination des jeunes pour que la collectivité se concentre sur le pilotage et les éventuelles améliorations à apporter. **Budget** : Une dizaine d'agents de la municipalité sont mobilisés, ainsi que toute l'équipe de gestion



de la direction de l'enfance et de la vie éducative (DEVE), le service des marchés publics et la direction des ressources humaines. Dépenses totales : 272 000 euros, dont 130 000 euros pour les prestataires extérieurs des activités.

Santé

Une maison de la santé et de l'hygiène **Collectivité** : Ville de Saint-Quentin **Objectif** : Faire en sorte que n'arrivent que les vraies urgences à l'hôpital et que la "Maison médicale" accueille les urgences moins "graves". La "Maison médicale" regroupe ainsi plusieurs



structures afin d'organiser plus rationnellement le flux des patients. **Budget** : 22 agents de la municipalité, 90 médecins, 60 salariés de l'hôpital et deux psychologues participent à l'opération. Le budget total à la charge de la collectivité s'élève à 548 325 euros.

Prévention

Jeune et médiateur



Collectivité : Ville de Mulhouse **Objectif** : La mairie a décidé de confier à des jeunes d'écoles primaires le rôle d'apprentis médiateurs. Ils doivent intervenir dans la cour en cas de conflits. Avec cette action, la ville souhaite inculquer les valeurs du civisme et du dialogue aux jeunes. **Budget** : Plusieurs

fonctionnaires de la mairie ou des écoles participent, mais il n'y a pas de charges financières directement imputables au projet.

Sport

Une association pour les athlètes **Collectivité** : Ville de Cannes **Objectif** : Promouvoir et faire progresser le sport de haut niveau en associant des athlètes confirmés à l'accompagnement des sportifs. Attirer des athlètes au sein de la ville. Largement financée par la ville, l'association "Cannes performance" a ainsi vocation à apporter une aide et un suivi social aux athlètes de haut niveau. **Budget** : Le budget total de l'association est de 57 750 euros, dont 40 000 euros apportés par la mairie.



et dégagé 20 000 euros sur les frais de carburant. Du coup, les élus ne vont pas s'arrêter en si bon chemin et comptent mener une opération similaire pour la gestion des bâtiments municipaux, l'utilisation des énergies et la formation éco-citoyenne des agents. Cette réussite montre que, si elles ne sont pas les plus spectaculaires, les innovations internes sont parfois les plus efficaces. Récompensé dans la catégorie "Ressources humaines", le conseil général de la Martinique en sait quelque chose. Là, la collectivité a souhaité donner la parole aux femmes de ses services et rassembler leurs témoignages dans un livre. Partie d'une réunion à l'occasion de la journée de la femme au cours de laquelle nombre d'agents féminins avait parlé de leur métier avec beaucoup de conviction, l'idée du conseil général vise un triple objectif : promouvoir l'image de la femme, faire mieux connaître les missions de l'institution départementale et laisser une trace du travail des femmes dans l'administration publique. Au final, l'ouvrage de 200 pages illustré de photos et de dessins a été tiré à 2 800 exemplaires.

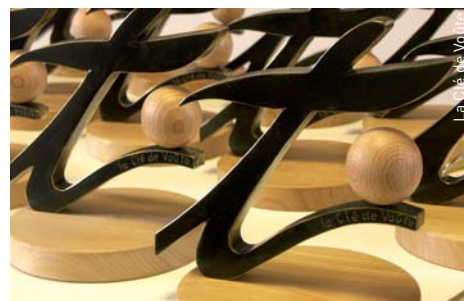
Des initiatives s'appuyant sur la population

Mais le prix Territoria 2005 a aussi distingué des initiatives tournées vers le grand public. La région Alsace a ainsi décroché la palme du civisme avec son opération "Le mois de l'autre". Une manifestation imaginée après la profanation de cimetières dans la région et qui a pour but de sensibiliser les jeunes à la tolérance en leur proposant de mener leurs propres actions pour dénoncer toute forme de discrimination. Et le résultat est plutôt positif : en mars 2005, environ 5 000 jeunes ont participé à l'opération et les enseignants se sont fortement impliqués dans le projet. Autre initiative s'appuyant sur la population : celle de la mairie d'Ermont. "Chaque année, on choisit un thème à développer avec les habitants, explique Hugues Portelli, le sénateur-maire de la ville, et, cette fois, c'est sur l'Europe qu'a porté notre choix, mais nous l'avions décidé bien avant l'annonce du référendum." Conférences, débats, expositions se sont succédé tout au long de l'année. Le traité constitutionnel, les financements européens, les droits des femmes, l'art ou la cuisine ont fait l'objet de ces rencontres. Et des délégations des villes jumelées sont venues en octobre en provenance des Pays-Bas, d'Italie ou de Croatie. Au final, l'opération a coûté 38 000 euros et les élus peuvent s'enorgueillir d'un taux de participation

LE TROPHÉE DÉCRYPTÉ

Comme chaque année, les lauréats repartiront avec leur trophée sous le bras. Mais connaissent-ils tous la signification de la récompense ? Il s'agit d'un "t", comme Territoria bien sûr, mais aussi comme transposable, l'une des caractéristiques fondamentales des projets

primés. De forme arrondie, le symbole peut aussi s'identifier à la forme d'un homme qui s'élanche, renforçant ainsi l'impression de dynamisme. La sphère de bois, symbolise, quant à elle, la perfection, mais aussi le point d'un "i", comme... innovation.



de 60 % au référendum. Reste à savoir quelles seront les conséquences concrètes des prix Territoria dans les collectivités. L'un des anciens primés a peut-être un début de réponse. Après avoir été récompensée en 1998 pour avoir organisé un travail de recherche historique, la ville de Laval a ainsi été contactée par les habitants d'un autre quartier qui voulaient écrire l'histoire de leur quartier. Ceux de la ZAC de Bourny. "De fait, une commission histoire s'est créée autour de nos services, raconte Stéphane Hiland, animateur patrimoine à la mairie, et nous avons piloté le projet en lien avec les habitants." Ces derniers ont rédigé entièrement un livret de douze pages sur l'histoire de leur quartier et les élèves d'un CE2 ont réalisé un film où ils prenaient les rôles des personnages historiques. Et Laval se retrouve à nouveau cette année parmi les lauréats. Gagner un prix Territoria grâce à une ancienne participation... La boucle est bouclée. Pour les animateurs de Territoria, le phénomène n'est pourtant pas si étonnant

puisque la capacité à transposer les actions est au cœur de la logique du prix. "Je reçois beaucoup d'appels de collectivités qui veulent les contacts de tel ou tel lauréat pour s'inspirer des actions menées", confirme Marie-Christine Jung. Et la déléguée générale de rappeler les nombreuses petites innovations devenues grandes. La toute petite commune de Remilly-sur-Lozon, dans la Manche, a ainsi décidé depuis 1997 de ne plus envoyer par courrier leur carte d'électeur aux jeunes ayant atteint la majorité, mais de les inviter à venir la chercher à la mairie. Depuis, d'autres communes ont copié l'idée et le ministère de l'Intérieur s'intéresserait de très près à cette pratique. Plus médiatique, l'opération "Paris plage" qui fait la joie des habitants de la capitale depuis quelques années a en fait vu le jour en 1996 à Saint-Quentin en Picardie. L'idée a, depuis, été reprise par des grandes villes du monde entier. Un bel exemple de propagation d'une innovation de terrain.

Laurent Fargues

LE JURY 2005



Président
Brice Hortefeux, ministre délégué aux Collectivités territoriales

Membres
Jacques Pélissard, président de l'AMF
André Rossinot, président du CNFPT
Dominique Jourdain,

président des Éco-Maires
Jean-Pierre Fourcade, sénateur-maire de Boulogne-Billancourt (Territoria d'Or)
Antoine Joly, délégué AECL à la Commission nationale de la coopération décentralisée
Guy Lafite, directeur des collectivités locales de la

Caisse d'épargne
Dominique Roblin, délégué national aux relations territoriales
de Gaz de France
Pascal Bailleul, directeur d'Avenance Enseignement et Santé
Thierry Courrault, directeur régional de JCDECAUX
Éric Denaiffe, directeur général de l'agence ORC Image et Stratégies d'employeur
Gérald Deschamps, directeur de La Clé de voûte
Didier Duraffourg, président du SNDGCT
Jean-François Raynal, président de l'ARCCOL

Jean-François Vigier, président de Collcab
Erwan Huchet, président des directeurs de cabinet
Patrice Lalanne, conseiller technique du président du Sénat
Hedwige de Penfentenyo, directrice de FIMBACTE
Anne-Marie Besse, directrice de l'IDAP
Antoine Heron, président de Innov'Acteurs
Marie-Thérèse Poitevin, rédacteur en chef de Maires de France
Marc Giraud, éditeur Editions Sorman
Pierre-Marie Vidal, directeur Profession Politique, Acteurs publics

Ordi 35, prix du club du e-public

Le prix du club du e-public récompense cette année une initiative de grande ampleur. En 2005, le conseil général d'Ille et Vilaine a en effet décidé d'équiper tous les élèves de troisième du département d'un ordinateur portable. Cette action a dépassé d'une courte tête les deux autres nominés : Courbevoie et Paris.

Un ordinateur pour tous les collégiens

Collectivité :

Conseil général d'Ille et Vilaine

Le conseil général d'Ille et Vilaine a lancé depuis 2004 une importante opération en direction des élèves des troisièmes des collèges publics et privés. Baptisée "Ordi 35", elle vise à équiper ces jeunes d'un ordinateur portable avec connexion internet. Par cette action, la collectivité souhaite garantir une meilleure égalité des chances entre les jeunes et réduire la fracture numérique entre les foyers. En prêtant un ordinateur portable à ces collégiens, le conseil général espère diminuer la rupture entre l'école et le foyer et donner un aspect ludique au travail scolaire. L'apparition des nouvelles technologies pouvant à la fois être

une source de motivation pour les élèves et faire émerger de nouveaux types de dialogue avec les enseignants. En 2005, pas moins de 11 200 élèves se sont ainsi vu prêter à domicile un portable et tous les logiciels fournis ont été pensés spécifiquement en fonction de leurs besoins. Les appareils contenaient ainsi différents supports pédagogiques (atlas, dictionnaire, etc.) et étaient amplement sécurisés (mot de passe, antivirus, système de blocage spécifique, etc.). Pour accompagner les enfants dans leur apprentissage, 39 assistants animateurs, un responsable des actions éducatives et 14 informaticiens

ont en outre été recrutés. Le budget de l'opération est donc conséquent. Il s'élève à huit millions d'euros, dont 5,2 millions pour l'investissement et 2,6 millions pour les coûts de fonctionnement. Soit 685 euros par élève. Selon les premières évaluations, les ordinateurs ont été particulièrement utilisés dans les familles les plus défavorisées, ce qui était l'un des buts de l'opération. Et, même si les parents ont parfois un regard critique sur l'utilisation par leurs enfants de l'ordinateur, 70 % estiment que l'outil les a responsabilisés.



Une carte multiservices pour les enfants

Collectivité :

Ville de Courbevoie

Les solutions de cartes à puce sont souvent évoquées dans les colloques pour faciliter la vie des citoyens. Mais les réalisations concrètes restent rares. Celle de la ville de Courbevoie méritait donc d'être distinguée. La municipalité propose en effet aux parents d'élèves de munir leurs enfants d'une carte enregistrant



toutes sortes de données, allant de l'inscription scolaire au paiement de la cantine en passant par les activités post-scolaires. La bonne marche du système a demandé l'équipement des établissements scolaires et périscolaires en bornes de lecture des cartes et l'achat de logiciels

spécifiques pour les services gestionnaires. Utilisant toutes les technologies, le système mis en place par la municipalité propose une quantité de services aux familles, comme l'envoi de SMS leur rappelant de recharger leur compte ou un serveur vocal d'information. Des automates de rechargement ont par ailleurs été installés à l'intérieur des distributeurs automatiques de billets. Face à la satisfaction des usagers, l'extension du dispositif aux crèches est d'ores et déjà en marche.

Dématérialiser la commande publique

Collectivité : Ville de Paris

Depuis le 1^{er} janvier, les acheteurs publics ne peuvent plus refuser les offres dématérialisées. La ville de Paris a décidé d'aller plus loin en interne en créant le bon de commande dématérialisé. En s'appuyant sur des outils banaux (un tableur, un intranet et une messagerie), les acheteurs de la municipalité ont mis

au point un dispositif ingénieux permettant de gagner du temps dans la préparation des commandes publiques et d'éviter les erreurs de saisie et de calculs. Comment ? Grâce à ces nouveaux bons de commande mis à la disposition de tous les agents et couvrant la plupart des besoins. Ils ont l'apparence d'un classeur excel composé de trois onglets : le mode d'emploi, le bon

de commande vierge et le tarif du fournisseur actualisé et exhaustif. Grâce à cette innovation, la préparation et la transmission des commandes ne nécessitent plus que quelques minutes, quand elles prenaient plusieurs jours par le passé. Le coût de l'opération est quasi nul puisqu'il repose sur des outils bureautiques standards et a été entièrement géré par le service "achat". L. F.